

23 juin 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conseil des ministres franco-allemand du 31 mai 2021.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup madame la Chancelière, chère Angela.

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs,

Nous venons de tenir le 22ème Conseil des ministres franco-allemand et qui n'était pas tout à fait un Conseil comme les autres. D'abord, car il s'agit du premier qui s'est réuni depuis la pandémie, et nos échanges d'ailleurs aujourd'hui ont montré combien, malgré les contraintes sanitaires et l'absence de réunions physiques, les agendas restaient extrêmement denses et complets en termes de coopération bilatérale et européenne. Ensuite, parce qu'il se tient un an après le lancement de notre initiative historique pour la relance européenne, qui est précisément en train de devenir une réalité.

Nous l'avons vu la semaine dernière avec la ratification par tous les Etats membres de la décision Ressources propres, permettant de lancer notre emprunt commun au mois de juin. Cette mobilisation, est, je le répète, historique. En un an, nous avons réussi à concrétiser cette ambition commune, à la partager et à convaincre nos partenaires de s'y joindre dès juillet. Puis, tout le système institutionnel européen a avancé. Enfin, ce Conseil des ministres franco-allemand, même s'il est le 22ème, n'est pas tout à fait comparable aux précédents, car il est le dernier de cette mandature allemande, et votre dernier Conseil franco-allemand, Madame la Chancelière, chère Angela. Et je voulais vraiment te remercier. Nous sommes loin des au revoir et nous nous verrons à de multiples reprises dans les semaines et les mois qui viennent. Nous aurons le plaisir de continuer à avancer ensemble dans les enceintes européennes, internationales et bilatérales. Mais ce dernier Conseil me permet de dire tout ce que la relation franco-allemande doit à ton engagement, ta volonté de faire, parfois ta patience aussi avec nous, et ta capacité d'écoute. Et donc, merci infiniment de cela.

Il était important de nous retrouver, tout d'abord pour tirer le bilan de notre coopération bilatérale. Je ne reviens pas sur ce que madame la Chancelière a évoqué, mais nous avons fait le point, en particulier sur la mise en œuvre du traité d'Aix-la-Chapelle que nous avons signé ensemble avec madame la Chancelière il y a un peu plus de deux ans et qui a permis d'identifier beaucoup de projets franco-allemands très concrets qui rapprochent nos concitoyens et avancent. Je ne vais pas ici revenir sur chacun d'entre eux, mais tout particulièrement la création d'un fonds citoyen qui a permis de soutenir des centaines d'initiatives citoyennes et de jumelages de communes, également l'ouverture de nouvelles institutions en commun, d'un institut culturel franco-allemand à Palerme, le deuxième lycée franco-allemand de France à Strasbourg et également le lancement de nouvelles plateformes de contenus numériques conjointes ou le train de nuit Paris-Berlin, qui verra le jour en 2023. Nous avons mis en place aussi des enceintes qui nous permettent de faire face aux crises, à l'instar du Comité de coopération transfrontalière, grâce auquel nous avons préservé la mobilité de nos territoires transfrontaliers, durement éprouvés par la pandémie, et qui se penchera sur l'avancée de projets plus structurants pour les milliers d'Allemands et de Français qui traversent chaque jour une frontière longue de 500 kilomètres.

Ce Conseil, Madame la Chancelière l'a dit, nous a permis aussi de nous féliciter de l'avancée de projets lancés dès juillet 2017 ensemble, en particulier le projet de système de combat aérien du futur qui structurera largement notre coopération industrielle dans le domaine de la défense pour la prochaine décennie. La Chancelière et moi-même avons appelé le 5 février dernier à un accord rapide avec nos industriels sur le sujet. C'est à présent chose faite. Je souhaite qu'on puisse avancer sur le char de combat commun, mais également sur les autres projets capacitaires pour nos armées.

Nous avons aussi décidé d'aller plus loin dans notre coopération bilatérale en lançant un certain nombre de nouveaux projets en direction de la jeunesse notamment, une conférence rassemblant des jeunes Françaises et jeunes Français et Allemands pour nourrir les travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, dans le domaine muséal, dans le domaine patrimonial ou pour recréer un réseau de jeunes talents allemands et français. Au-delà de notre coopération bilatérale qui est unique, nos deux pays ont joué un rôle décisif pour surmonter la crise et dessiner les contours d'une nouvelle Europe, et alors que nous sommes à mi-chemin entre la présidence allemande et la présidence française de l'Union européenne, nous avons pu faire le point sur tous les travaux qui sont avancés.

Je veux ici remercier nos ministres qui ont pu faire le point, mais au-delà, qui font avancer en commun cet agenda au sein de l'Union européenne, qu'il s'agisse de l'Europe de la santé, qu'il s'agisse des questions de migrations, de l'Europe, de la défense, de la lutte contre le dérèglement climatique, du numérique, de la lutte contre la haine en ligne. Je ne serai pas ici exhaustif, mais le Conseil très nourri que nous venons d'avoir a permis de coordonner les positions et de montrer l'importance de l'agenda sur les mois et l'année qui viennent. J'ai évoqué le plan de relance européen. Nous avons présenté les nôtres conjointement le 27 avril dernier, par la personne de nos ministres des Finances et il nous faut saisir cette occasion de transformer l'économie européenne en la rendant plus compétitive, plus robuste, mieux équipée pour gérer les crises futures, donc à la fois plus verte, plus numérique, plus résiliente. C'est pourquoi notre réunion plénière d'aujourd'hui a été largement consacrée à ces sujets, c'est-à-dire résolument prendre le cap des transitions à venir. Nous avons à ce titre lancé plusieurs coopérations, là aussi bilatérales et européennes, à travers des projets communs de financement et plusieurs dialogues industriels et technologiques.

Juste après cette conférence de presse avec madame la Chancelière et plusieurs de nos ministres, ainsi qu'avec la Présidente de la Commission européenne et les commissaires concernés, nous aurons le troisième dialogue technologique que nous allons tenir sur le sujet de la santé qui rassemblera aussi les principaux industriels allemands et français, après avoir traité en octobre dernier du numérique et de l'hydrogène. C'est une façon pour nous aussi d'avancer et de faire de l'agenda franco-allemand un agenda européen avec des projets européens communs.

Enfin, cette rencontre, comme Angela MERKEL vient de le dire, nous a permis de préparer les prochaines grandes échéances internationales, de revenir évidemment sur les grandes crises en Afrique, au Proche et Moyen-Orient ou sur la question de la Biélorussie, de préparer aussi le G7 et le sommet de l'OTAN que nous aurons ensemble en juin, avec là aussi la coordination d'un agenda stratégique, avec également une politique de solidarité internationale à laquelle nous tenons beaucoup l'un et l'autre. J'étais ces derniers jours au Rwanda, en Afrique du Sud, et j'ai eu le plaisir en Afrique du Sud d'être accompagné, outre par deux ministres français, par le ministre de la Santé allemand, ce qui témoigne aussi de la solidité de notre engagement commun pour pouvoir assurer cette solidarité à l'égard du continent africain. Et nous aurons l'occasion ensemble de proposer une amélioration de nos dispositifs et une ambition renforcée : la solidarité à l'égard du continent africain n'est pas une option. C'est clairement un devoir qui est le nôtre. Sur la Russie, la Turquie, la Chine, la Libye, les Balkans, nous avons pu, durant l'heure et demie de discussions bilatérales en tête-à-tête, faire avancer aussi ces dossiers.

Enfin, pour conclure ce propos liminaire, je voudrais, si vous me l'autorisez, rendre hommage à l'occasion précisément de ce Conseil des ministres franco-allemand, au professeur Henrik ENDERLEIN, qui était fondateur de l'Institut Jacques Delors de Berlin et qui nous a quittés la semaine dernière. Henrik ENDERLEIN était un grand Européen. J'avais eu l'occasion, en tant que ministre de l'Économie, de le faire travailler sur justement l'agenda de convergence franco-allemand. C'était un passeur entre l'Allemagne et la France, de ceux qui permettent à nos pays d'apprendre à se connaître et à penser ensemble. Il a beaucoup mérité de l'Europe. Il était également un ami de la France, notre ami, et je voulais avoir une pensée pour lui et sa famille aujourd'hui. Je vous remercie.

Journaliste

Bonjour Madame la Chancelière. Bonjour Monsieur le Président. Rym MOMTAZ de Politico. Une question pour vous deux, s'il vous plaît. Sur les nouvelles révélations sur l'aide que les services danois auraient donné à la NSA pour ces écoutes de Madame MERKEL et d'autres personnalités européennes, dont françaises, est-ce que vous avez des assurances que les États-Unis ont arrêté ce genre d'écoutes et, comme monsieur BIDEN était vice-président au moment de ces écoutes, allez-vous en discuter lors des prochains sommets avec lui ? Et enfin, est-ce que vous êtes en totale confiance entre Européens pour que ça ne se produise plus ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup ! Sur ce sujet, je m'exprime aux côtés de Madame la Chancelière qui sait personnellement à quel point l'espionnage peut être invasif. L'affaire à laquelle vous faites allusion date en effet de plusieurs années, si l'information est juste. Et donc, je veux simplement dire que ce n'est pas acceptable entre alliés, de manière très claire. Ça l'est encore moins entre alliés et partenaires européens. Et donc, je suis attaché aux liens de confiance qui unissent européens et américains. Nous avons donc à cet égard tout à faire pour notre sécurité commune et il n'y a pas de place entre nous pour le soupçon. C'est pourquoi, ce que nous attendons, c'est la clarté complète. Nous avons demandé à ce que nos partenaires danois et américains apportent toutes les informations sur ces révélations et sur ces faits passés et donc nous sommes en attente de ces réponses. Ce sont des personnes qualifiées qui auront ces échanges, d'une part pour apporter toute la clarté sur ces faits passés et surtout apporter toute la clarté sur les pratiques présentes.

Angela MERKEL

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Emmanuel MACRON. Il s'agit d'un dossier dont nous avons déjà discuté avec la NSA et nous n'avons pas changé d'attitude par rapport à ce dont nous avons déjà parlé. Nous avons des relations empreintes de confiance. Ce que nous avons dit à l'époque, eh bien, cela vaut

partir. nous avons des relations empreintes de confiance. Ce que nous avons dit à l'époque, en bien, cela vaut également aujourd'hui. Et la ministre de la Défense danoise m'a dit très clairement se dépenser de cela. Donc, pour moi, nous avons de bonnes bases, nous allons exercer sur ce qui s'est passé et nous avons des relations empreintes de confiance.

Journaliste

Madame la Chancelière, lorsqu'on voit ce que monsieur LOUKACHENKO et son allié, le Président POUTINE ne semble pas être particulièrement impressionné par les sanctions que l'Union européenne a prises. Est-ce que vous pensez que l'Union européenne se laisse mener par le bout du nez lorsqu'elle essaie d'asseoir son influence dans la sphère russe ? Et est-ce qu'il pourrait y avoir une réunion au format Normandie compte tenu de la situation, monsieur le Président ou est-ce qu'on ne peut absolument pas en parler ?

Angela MERKEL

Tout d'abord, on peut également tirer une autre conclusion de ces images en disant que la résolution de l'Union européenne est impressionnante. Le Conseil européen a agi de façon extrêmement rapide. Elle a annoncé des mesures qui sont importantes et nécessaires. Et la réunion entre le Président LOUKACHENKO et le Président POUTINE n'y change rien. Le format Normandie n'a pas de lien avec ce qui se passe en Biélorussie. Nous condamnons bien évidemment ce que fait le Président LOUKACHENKO par rapport à sa société et la société civile. Cela n'est pas du tout conforme à nos habitudes, à nos valeurs et j'en suis absolument sûr qu'à long terme, il ne sera pas gagnant. Et les sanctions qui ont été prises sont des sanctions ciblées. Je crois qu'il faut tout de même poursuivre le format Normandie. Ça me paraît être très important, même s'il est très difficile de faire des progrès. Vous savez que la France et l'Allemagne aident l'Ukraine. C'est ça qui est important.

Emmanuel MACRON

Je partage entièrement ce que madame la Chancelière vient de dire sur le sujet de la Biélorussie, sur la question du format Normandie qui m'était plus spécifiquement posée. En effet, ça n'a pas de lien avec la Biélorussie. Par contre, notre volonté est d'avoir des résultats utiles pour un prochain sommet au niveau des chefs d'État et de gouvernement. C'est pourquoi, en accord avec le Président POUTINE, lorsque nous avons eu l'occasion d'échanger avec lui il y a plusieurs semaines et en accord avec le Président ZELINSKI avec lequel nous avons également échangé ensemble, nous sommes convenus de porter au niveau des ministres une discussion à venir qui permettra de fixer justement les avancées qui pourront être obtenues lors d'une réunion au niveau des chefs d'État et le Gouvernement. C'est en ce sens que nous continuerons d'avancer. J'ai conscience que sur tous ces sujets vous avez une interrogation sur les résultats utiles. Et moi, je m'interroge toujours sur la question de savoir ce qu'on aurait dû faire de plus utile. Et je ne vois pas ce que l'Europe pouvait faire de plus utile qu'à poser des sanctions aussi rapides que nous l'avons fait face à l'intrusion et aux décisions inacceptables de la Biélorussie il y a quelques semaines et je ne vois pas ce que nous pouvons faire de plus utile que le format Normandie et les avancées obtenues ces derniers mois sur la crise ukrainienne. Et donc, il nous faut tout à la fois de la détermination et de la constance, et c'est, je crois, ce qui nous lie profondément. Nous continuons.

Journaliste

Bonjour. Vous l'avez dit, c'est le dernier conseil des ministres franco-allemand que vous présidez ensemble. Alors, c'est l'occasion de faire un bilan de ces quatre ans de travail commun. D'abord, madame la Chancelière, vous qui avez connu plusieurs présidents français, est-ce que vous pourriez nous dire s'il y a quelque chose de particulier, de différent dans ce travail que vous avez mené avec monsieur le Président MACRON par rapport à ses prédécesseurs ? Et très concrètement, est-ce que vous pouvez nous dire si c'est lui qui vous a convaincu d'évoluer votre vision de la politique budgétaire européenne, notamment en acceptant des emprunts communs ?

Et de votre côté, monsieur MACRON, quel bilan vous tirez de cette relation ? Est-ce que le travail européen est allé aussi loin que ce que vous le souhaitiez dans cette relation bilatérale ? Est-ce qu'en cette fin de mandat commun, vous regrettez de ne pas avoir réussi à convaincre madame la Chancelière de faire un deuxième plan de relance européen ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Écoutez, d'abord, comme je l'ai dit, nous allons continuer encore pendant plusieurs mois à travailler ensemble. Donc, nous n'avons pas terminé l'œuvre commune et c'est aujourd'hui le dernier conseil des ministres franco-allemand mais il y a encore beaucoup de travail à l'international, au niveau européen et pour nous-mêmes. Ensuite, je pense que durant ces années, nous avons fait avancer l'Europe à marche forcée. Et l'Europe, souvent, elle ne peut pas avancer si l'Allemagne et la France ne sont pas d'accord. Que l'Allemagne et la France soient d'accord, ne suffit pas toujours à faire avancer l'Europe tout entière, mais à coup sûr, s'il n'y a pas d'accord franco-allemand, il n'y en a pas à 27. Et donc, c'est dans cet esprit-là que nous avons constamment travaillé.

Moi, ce que je regarde, c'est que durant les quatre années qui viennent de s'écouler, nous avons bâti des fondements solides d'une autonomie stratégique et d'une vraie souveraineté européenne en matière de défense, avec des projets dont on nous disait qu'ils étaient impossibles, une initiative européenne

d'intervention, un fonds de défense, mais aussi des avancées sur le plan de l'Europe technologique et d'investissements communs. C'est que nous avons ensemble, de manière extrêmement rapide, répondu à la pandémie de COVID-19 par des coopérations bilatérales, une politique de santé, des politiques transnationales fortes, une politique européenne qui a mis deux mois à s'ajuster, deux mois. Entre mars et mai, nous avons décidé ensemble de faire une relance et nous avons ensuite mis deux mois pour convaincre nos partenaires européens. Regardez tout ce qui s'était passé dans les crises que nous avons précédemment endurées ensemble. On a mis souvent des années à faire beaucoup moins. Et l'accord de l'année dernière est un accord historique, à la fois sur le fond, dans les quantités qui ont été décidées puisque, de fait, c'est le doublement des capacités d'investissement de l'Union européenne qui ont été décidées l'année dernière. Et dans la méthode aussi, puisque nous avons décidé ensemble de lever de l'argent sur le marché et de décider de nouvelles ressources propres, ce qui va être mis en œuvre là aussi dans un délai record.

Quant à l'idée qu'il faille de nouveau plan de relance, j'ai dit que ce débat devait exister en sortie de crise au regard du contexte international. Mais nous ne l'avons jamais posé comme un projet et nous ne l'avons jamais discuté. Donc, je ne peux pas considérer que je n'ai pas convaincu la Chancelière parce que je ne lui ai rien proposé en la matière. Simplement, nous avons une réflexion de sortie de crise ensemble à avoir et nous l'avons. Mais étant l'un et l'autre pragmatique, nous sommes déjà attachés à mettre en œuvre ce qu'on a décidé il y a un an. Et donc, que ce plan de relance européen soit une réalité, que l'argent décidé en européens puisse aller sur les budgets nationaux et que nous utilisions au mieux l'argent du plan de relance décidé l'année dernière. C'est précisément d'ailleurs ce que nous nous attachons à faire avec nos industriels dans la mise en œuvre des plans de relance nationaux. Ensuite, les prochains mois nous diront s'il nous faut une ambition supplémentaire sur nos grandes politiques. Et là-dessus, nous continuerons à être aussi pragmatiques avec une volonté qui est une volonté géopolitique. Notre conviction, c'est que la sortie de crise ne doit pas conduire à un quelconque décalage de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis d'Amérique et par rapport à la Chine. Et donc, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour que l'Union européenne, en sortie de cette crise, soit en capacité sur le plan technologique, sur le plan de l'innovation, sur le plan de la formation dans le capital humain comme dans les grands choix qui sont les siens, soit en capacité de décider pour elle-même et de bâtir son futur autant que les autres.

Angela MERKEL

Oui, en ce moment, chaque jour, nous sommes amenés à prendre des décisions difficiles. Et nous avons pris des mesures, nous avons pris des décisions. Mais effectivement, ça n'est pas parce que c'est notre dernier sommet ensemble que nous n'avons plus rien à faire en commun. Au fil des ans, je pense que nous avons réussi à mettre en place une culture du dialogue, une culture qui s'est nourrie de nos échanges qui ont été extrêmement fructueux. Et pour moi, je dois vous dire que ça a toujours été un enrichissement d'arriver ensemble à des solutions parce que chacun arrive avec son point de vue, et c'est en combinant ces points de vue qu'on arrive à trouver une solution, certainement plus sage que les solutions individuelles. Donc, cette coopération, moi, eh bien, elle me fait plaisir. Quant au bilan, on le tirera lorsque le travail sera terminé. Ce qui n'est pas encore le cas, loin de là.

Journaliste

Monsieur le Président, Madame la Chancelière, j'aimerais savoir si vous avez parlé du Mali. Quelle est votre appréciation de la situation ? Et j'aimerais savoir ce que Madame la Chancelière peut dire aux soldats et à leurs familles par rapport à la situation sur place. Est-ce que vous envisagez un retrait des troupes ? Ensuite, pour le coronavirus, est-ce qu'effectivement, il faut cesser les aides ou pas fin juin ? Si les taux d'incidence restent constants, est-ce qu'on va cesser les aides ? Est-ce qu'on va arrêter des restrictions ? Est-ce que l'on va inciter les gens à revenir en entreprise ou pas ?

Angela MERKEL

Écoutez, il y a énormément de questions-là qui ont été posées en même temps. Bon, l'Allemagne a invité, peut-être que nous pouvons nous permettre de répondre à deux questions mais, bon. Alors tout d'abord pour la COVID. Je pense que les restrictions ont montré leur efficacité. Depuis la première vague au mois de mars 2020, nous avons discuté des mesures à prendre. Vous savez qu'à partir de Pâques, et juste avant Pâques d'ailleurs, on en a énormément parlé. Et je pense que la population a compris qu'il y avait quelque chose qui s'amorçait qui n'était pas vraiment très, très positif, la quatrième vague. Nous avons pris des mesures qui n'ont pas pu être mises en œuvre. Ensuite, nous avons dit halte ! Stop ! Et je pense que tout cela a permis effectivement d'avoir plus de clarté pour freiner cette quatrième vague. L'approche au niveau fédéral a une date butoir, c'est au mois de juin, mais c'est uniquement si on peut effectivement, si nous nous retrouvons confrontés à un phénomène national qu'il serait utile de réimposer des restrictions. Mais n'oubliez pas que ça, c'est quelque chose que nous pouvons faire à tout moment, nous pouvons parfaitement imposer des restrictions, nous avons un système avec une date butoir. Mais s'il y avait par exemple une évolution du virus, si nous avions une apparition de certains variants, enfin, je ne le souhaite pas, eh bien, il faudrait à nouveau prendre des mesures. Moi, je remercie la population allemande de ses efforts, elle s'est montrée extrêmement raisonnable ces dernières semaines, ces derniers mois pour casser la troisième vague. Mais le virus, il est encore là, il n'a pas disparu. Alors, heureusement, les taux d'incidence ont baissé. Mais je pense qu'il faudrait rester

raisonnable.

Pour le Mali, nous en avons déjà parlé et nous sommes tout à fait d'accord avec ce qu'on dit les États de la CEDEAO, nous avons parlé des lignes rouges à ne pas franchir et nous avons dit qu'il faudra d'abord organiser des élections, sachant que pour nous, il ne doit y avoir aucun contact avec des forces islamistes au Mali. Et cela vaut également pour le Président actuel. Notre présence sur place, elle, reste importante. Quant à la mission de formation au Mali à la MINUSMA eh bien leurs missions n'ont pas changé. Nous allons bien sûr suivre avec la plus grande vigilance ce qui se passe. La France est encore plus engagée que l'Allemagne dans la région et nous avons un échange extrêmement étroit pour apprécier la situation au fur à mesure de son évolution. Si quelque chose ne nous plaît pas, enfin, si nous ne sommes pas satisfaits, si nous constatons que des lignes rouges ont été franchies, eh bien, nous allons coordonner nos mesures. Mais je pense que l'EUTM et la MINUSMA restent nécessaires.

Emmanuel MACRON

La question m'est aussi adressée. Je partage ce que Mme la Chancelière vient d'évoquer. Notre priorité au Mali est la lutte contre le terrorisme. Et la présence de nos forces sur le terrain n'est pas un élément suffisant dans cette lutte, elle nécessite aussi le renforcement d'institutions stables et légitimes. C'est pour cela que nous soutenons les efforts de la CEDEAO. La CEDEAO a fixé hier, lors de son sommet exceptionnel, les paramètres qui sont à nos yeux le minimum pour ce qui est de la transition au Mali. Et leur mise en œuvre sera vérifiée dans les tout prochains jours. Et je crois que si aujourd'hui la mission MINUSMA et EUTM sont parfaitement nécessaires, ni la France ni ses partenaires n'ont vocation à s'engager si ces dispositions ne sont pas tenues. Et donc, très clairement, les exigences posées par la CEDEAO devront être vérifiées, pleinement respectées. Et c'est ce qu'avec nos partenaires africains, nous regarderons dans les tout prochains jours.

Angela MERKEL

Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, merci à Berlin. Merci Mesdames, Messieurs les ministres. Merci Madame la chancelière.